

REGARDS

FACE A LA FLAMBÉE DU PÉTROLE

# Les Verts win-win

Raymond Klein

**En avançant des propositions bien conçues pour réduire la dépendance du pétrole et amortir le choc des augmentations de prix, le parti « Déi Gréng » affirme sa compétence en matière d'environnement, mais guère son enracinement à gauche.**

Pour réaffirmer leur compétence en matière écologique, les Verts ne pouvaient rêver mieux : la montée des prix du pétrole a mis à l'ordre du jour aussi bien l'épuisement des ressources fossiles que la promotion des énergies alternatives. Mardi dernier, « Déi Gréng » a présenté « Pistes vertes pour sortir du piège pétrolier ».

« Il ne s'agit pas encore d'une crise économique, mais bien d'une crise structurelle de notre économie », affirme François Bausch, président du groupe parlementaire. Il met en garde ceux qui compteraient sur le retour du pétrole bon marché : « Cela n'arrivera pas. La spéculation contribue à la montée des prix, mais elle est l'expression d'un phénomène réel. » Face à cela, les Verts font des propositions pour amortir le choc. Mais surtout pour réduire la consommation de pétrole, car « chaque euro dépensé en pétrole est perdu pour les investissements nécessaires au changement structurel ».

## Tous gagnants !

Henri Kox, député en charge du dossier climat et énergie, fait un parallèle avec la crise sidérurgique et a demandé la mise en place d'un « Energie-Désh » rassemblant « l'Etat, l'économie, le salariat les partis et la société civile ». Il critique par ailleurs l'efficacité des structures de conseil en économies d'énergie existantes. Les Verts demandent que d'ici un an soit mise en place une offre de conseil décentralisée couvrant l'intégralité du territoire.

Le soutien aux énergies renouvelables représente pour Kox une stratégie « win-win » : non seulement elles

contribuent à préserver l'environnement, mais elles dynamisent également l'économie locale, au contraire des énergies fossiles importées. Il a critiqué le bilan gouvernemental : de 2004 à 2007, l'augmentation du nombre d'installations a été faible pour le biogaz et la photovoltaïque, et nulle pour l'éolien. Noircir la situation est certes dans l'intérêt des Verts, mais un regard sur les chiffres relativise la critique : en trois ans la part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité a tout de même augmenté de 0,85 points de pourcentage - ce qui n'est pas brillant, mais pas loin derrière les objectifs fixés. Si le gouvernement a vraiment traîné du pied, cela ne sera apparent que dans les années à venir.

Autre domaine où les Verts demandent qu'on appuie sur l'accélérateur : la rénovation énergétique des logements. « C'est du win-win-win », clame Kox, « pour l'environnement, l'économie locale, et les habitants, dont la facture de chauffage sera diminuée. » Enfin, puisqu'une grande partie du pétrole est brûlée dans les moteurs de voitures, « Déi Gréng » demandent de « tout mettre en mouvement ». Les propositions vont de l'inoffensif - location de vélos, optimisation des trajets de transports en commun - jusqu'à des revendications politiquement délicates : extension massive des couloirs réservés aux bus, exiger que les permis de construire comprennent un plan de mobilité.

Toutes les mesures ne sont pas bonnes à prendre aux yeux des Verts. Claude Turmes, député européen, soutient la proposition de certains dirigeants de l'UE de réduire la TVA sur les produits et services en matière d'économies d'énergie ou d'énergies renouvelables. Par contre, la demande du président français Nicolas Sarkozy d'un plafonnement de la TVA sur les produits pétroliers ne trouve pas grâce à ses yeux : « C'est antisocial, car une telle modulation profite-





Pas de perdants pour la location de vélos, mise en place par la mairie bleu-verte de Luxembourg. La multiplication des couloirs de bus, aux dépens de la circulation automobile, est beaucoup moins facile à faire accepter.

rait le plus à ceux qui consomment le plus - les riches », estime Turmes.

### L'index, oui mais...

Se disant préoccupés par les effets sociaux du renchérissement du pétrole, les Verts réclament la réintroduction de l'indexation automatique des salaires au coût de la vie. Cela constitue une petite surprise, puisque le parti avait endossé les modulations décidées par la tripartite. Lors du « Reformkongress » de mars 2006, les dirigeants verts avaient même proposé explicitement de limiter l'ajustement automatique à une tranche par an au cas où l'inflation serait induite par un produit seulement - en l'occurrence l'essence. Face à l'opposition d'une partie de la base verte, une formulation plus floue avait été adoptée. François Bausch explique que la possibilité prévue alors reste valable : « neutraliser » l'indexation suite à d'éventuelles augmentations de tarifs pour des motifs écologiques ou de santé. Mais que face au risque actuel de paupérisation des ménages et d'effondrement de la consommation, le maintien de l'indexation est indispensable.

Clairement, il s'agit d'une manœuvre pré-électorale : les Verts s'affichent pro-index face à un gouvernement hésitant sur la question, tout en se ménageant une argumentation jus-

tifiant les modulations d'index à ressortir en cas de participation gouvernementale. Or la distinction opérée par Bausch est purement artificielle. Qu'est-ce que l'augmentation du prix du pétrole pour cause de rareté, sinon un pas en direction de la « vérité des coûts », glorifiée par les Verts quand il s'agit d'électricité ou d'eau ?

Dans leur souci de démontrer qu'écologie et social ne sont pas contradictoires, les intervenants verts n'ont pas hésité à qualifier aussi bien la limitation des émissions de CO<sub>2</sub> que la mise en place du tram de « meilleure politique sociale ». Certes, ces deux mesures contribuent à réduire les dépenses pour la mobilité. Mais faire de cela une pièce maîtresse de la politique sociale en dit long sur le regard que porte « Déi Gréng » sur la question sociale.

Cela est également apparent dans la manière dont Camille Gira, députée-maire de Beckerich, évacue la question des effets sociaux des augmentations des prix et des taxes. « Nous sommes pour la récupération des coûts réels, autrement on favoriserait le gaspillage. Avec le surplus de rentrées d'impôts, nous pouvons venir en aide aux 10 à 15 pour cent de ménages aux revenus les plus faibles. » L'effet de désolidarisation voire de stigmatisation allant de pair avec ces « aides sociales sélectives » ne constitue pas un sujet. Quant à l'inégale aptitude

des ménages à profiter de l'offre de rénovation énergétique, à défaut de considérer son volet sociologique, les Verts ont pensé au volet financier. Les investissements seraient préfinancés par une « Energie-Spuerkees », une société publique - « pour des logements privés individuels, ce n'est pas attractif pour le secteur privé », note Gira comme à regret.

On peut déplorer que les propositions de « Déi Gréng » n'incluent ni une réforme fiscale écologique, ni la dimension de justice Nord-Sud. Pourtant, il fait politiquement sens de mettre l'accent sur des mesures faciles à réaliser. En effet, les effets économiques viennent renforcer la prise de conscience qu'un changement est nécessaire, mais le risque que l'opinion publique se résigne à un scénario catastrophe climatique et énergétique est bien réel.

### Manoeuvres politiques

Plus inquiétante est l'adoption par les Verts des dogmes libéraux : la supériorité du marché et de l'entreprise privée dans tous les cas, ainsi que le profit, comme unique ressort de toute activité économique, de tout changement de mode de vie. A chaque mesure annoncée, le parti se croit obligé d'expliquer qu'elle est win-win pour les entreprises et pour les consommateurs. Cela conduit « Déi Gréng »

à délaissier les réservoirs d'idées et les électors de gauche, pour investir une partie de l'échiquier politique occupé notamment par le DP. Or le discours de ce dernier a changé aussi et met désormais en avant des positions progressistes en ce qui concerne l'environnement et les questions de société. Les élections de 2009 montreront si cette manœuvre sera à l'avantage des Verts ou si, comme leurs collègues français, ils se retrouveront coincés entre les partis centre-gauche et une gauche radicale reconstituée.

Mais au-delà du risque d'échec électoral, le discours - apparemment habile - affirmant qu'on peut procéder par des mesures relativement douces et toutes win-win, voire win-win-win, peut avoir d'autres conséquences néfastes. En baissant le ton, en évitant de heurter, les Verts cautionnent indirectement les demi-mesures du gouvernement, et contribuent ainsi à limiter la lutte contre le changement climatique - jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Document « Gréng Pisten aus der Uelechfal » : [www.greng.lu](http://www.greng.lu)